

# « L'accord de la COP 28 de Dubaï est un virage majeur à transformer »

**Christian de Perthuis**

Economiste



La COP 28 qui vient de s'achever a-t-elle été le théâtre d'un bon ou d'un mauvais accord ? Pour l'économiste Christian de Perthuis, créateur de la chaire d'économie du climat à l'université Paris-Dauphine, l'engagement pris de désinvestir dans les énergies fossiles est une excellente nouvelle. La marche vers une économie décarbonée est désormais enclenchée. Pour se réjouir véritablement, il conviendra toutefois, prévient-il, de ne pas négliger la traduction à venir de cet accord par chacun des pays signataires...

**On a du mal à y voir clair : la conclusion de cette COP 28 constitue-t-elle une bonne ou une mauvaise surprise ?**

C'est la confirmation d'un virage, qui a commencé à être pris il y a deux ans à Glasgow où, pour la première fois, la question de la sortie des énergies fossiles s'est imposée dans une COP. Mais la décision finale s'est contentée de citer le charbon. À Dubaï, le texte indique clairement qu'il va falloir engager vite le désinvestissement de toutes les énergies fossiles pour limiter le réchauffement climatique : charbon, pétrole et gaz. Ce virage est essentiel. Ce qui fait baisser les émissions de gaz à effet de serre, ce n'est pas de rajouter des éoliennes ou du solaire. C'est de réduire l'utilisation des énergies fossiles et donc, sur le plan économique, de désinvestir de ces secteurs.

**Mais cet accord, une fois de plus, n'est pas contraignant...**

C'est la raison pour laquelle il va falloir être

très vigilant : cette COP 28 a été l'occasion de faire le bilan des engagements pris lors de la première période quinquennale d'application de l'Accord de Paris qui s'achève l'an prochain. Les États ont désormais deux ans devant eux pour reformuler leur Contribution Déterminée au niveau National (CND), c'est-à-dire leurs engagements déposés auprès des Nations Unies. Le virage engagé deviendra une réelle avancée si les États rehaussent à la suite de la COP l'ambition de leurs engagements d'ici 2025.

**L'un des objectifs affirmés est « le triplement de la production d'énergies renouvelables et le doublement de l'efficacité énergétique en 2030 ». Sommes-nous prêts à relever ce défi ?**

Ces deux chiffres étaient déjà formulés dans le rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie sur les perspectives énergétiques mondiales. Pour ce qui est du triplement des énergies renouvelables, c'est plutôt bien parti. Il y a eu en 2023 une accélération énorme sur le solaire, notamment en Chine, mais aussi dans les autres pays émergents, en Europe et aux États-Unis. L'éolien est dans une phase un peu plus délicate, avec la hausse des taux d'intérêt et les difficultés de l'éolien offshore. Mais globalement, on est sur une trajectoire de très forte accélération en matière de déploiement des énergies renouvelables dans le monde. Là où le bât blesse, c'est sur l'efficacité énergétique. Nous n'y sommes pas du tout, alors que c'est essentiel si on veut substituer les énergies renouvelables aux énergies fossiles, il faut impérativement freiner notre consommation énergétique. Et cela passe par l'efficacité, c'est-à-dire des maisons mieux isolées, des véhicules et surtout des comportements plus sobres. Or, sur ce point, les gouvernements sont moins enclins à agir...

**« Ne négligeons pas nos propres responsabilités dans le prolongement de l'aventure pétro-gazière », écrivez-vous avant la COP 28. Sommes-nous réellement prêts à abandonner les énergies fossiles ?**

J'ai été assez choqué de voir avant la COP que les critiques se concentraient sur les Émirats arabes unis en disant qu'il n'y aurait aucune avancée puisque ce pays est un gros producteur et exportateur de pétrole. Il y a une forme d'hypocrisie qui consiste à ne pas admettre par exemple qu'un continent comme l'Europe n'a absolument pas commencé à désinvestir dans les secteurs du gaz et du pétrole. En réaction à la guerre en Ukraine, on a par exemple distribué des permis d'exploration de pétrole et de gaz



Un navire flottant de production, de stockage et de déchargement (FPSO) de Total au large des côtes angolaises dans l'Atlantique. / AFP

**Les pays riches continuent de gaspiller beaucoup trop d'énergie alors qu'une partie de la population mondiale n'y a toujours pas accès.**

au Royaume-Uni et en Norvège. Côté demande, on a multiplié les investissements pour construire des terminaux GNL afin d'utiliser plus de gaz liquéfié acheminé depuis le Qatar et l'Amérique du Nord. De ce point de vue, la position des pays producteurs de gaz et de pétrole agit comme un miroir déformant, qui nous renvoie, de façon amplifiée, un problème auquel nous sommes nous-mêmes confrontés : sortir de notre addiction aux énergies fossiles.

**Nous avons réjeté en 2023 un volume record de carbones fossiles (37 gigatonnes). Comment aller vers une neutralité carbone en 2050 dans ces conditions ?**

En 2023, il y a un « effet Chine » qui est en partie conjoncturel. La Chine est sortie de son confinement à la fin de l'année 2022, et 2023 a donc été marquée par un redémarrage. Il faut regarder les tendances de moyen terme. Depuis l'accord de Paris (2015), les émissions de CO2 provenant de l'usage des fossiles sont en fort ralentissement. Si on in-

clat les rejets provenant de la déforestation, les émissions totales de CO2 sont sur un plateau. Maintenant, nous devons inverser rapidement la tendance historique et faire baisser massivement ces rejets. Compte tenu de leur poids dans les émissions mondiales, la Chine (un tiers du total mondial) et les autres grands pays émergents joueront un rôle crucial dans le rythme de cette décade.

**La Chine et l'Inde ont-elles fait moins de difficultés qu'attendu lors de cette Cop. Faut-il s'en étonner ?**

L'Inde a été moins perturbatrice qu'elle ne l'avait été à Glasgow, c'est vrai. La Chine, de son côté, cherche depuis des années à jouer un rôle de médiation. Elle a donc aidé à trouver un compromis qui était difficile à établir, entre les petits États insulaires soutenus par l'Europe et d'autres pays en développement réclamant une sortie rapide de l'ensemble des énergies fossiles, et la stratégie d'obstruction poursuivie par les pays producteurs. Les États-Unis, eux, sont dans une situation plus inconfortable car ils sont devenus un producteur majeur de pétrole et de gaz. Mais, finalement, ils ont joué le jeu.

**Objectivement, a-t-on des raisons d'être optimiste ?**

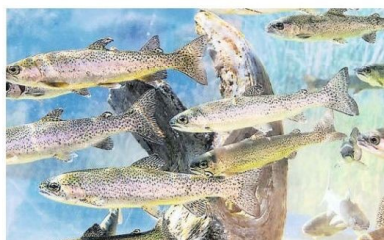
Les fossiles ont perdu la bataille des coûts. C'est essentiel ! L'économie pousse désormais très fortement dans le sens de la transition énergétique puisque l'éolien et le solaire sont devenus la façon la moins coûteuse de fabriquer et de distribuer de l'électricité. Nous sommes dans la bonne direction, mais pas du tout dans le bon tempo. Il y a surtout un problème majeur d'équité : les pays riches continuent de gaspiller beaucoup trop d'énergie alors qu'une partie de la population mondiale n'y a toujours pas accès. La dynamique de l'investissement bas carbone est très forte, mais terriblement inégale. Les pays moins avancés ne reçoivent pas du tout les financements climatiques nécessaires, pour s'adapter au réchauffement global. Cela a aussi été un constat à Dubaï dont on a moins parlé. Je serai vraiment optimiste, le jour où on sera capable de transférer beaucoup plus de richesses vers ces pays, au titre de la justice climatique.

**Propos recueillis par Samuel Ribot / ALP**

*« À lire : « Carbone fossile, carbone vivant, vers une nouvelle économie du climat », éditions Callimard, 288 pages, 21 €*

## La liste rouge des espèces menacées dans le monde s'allonge

Le nouvel inventaire mondial de l'état de conservation des espèces végétales et animales, présenté par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a presque été éclipsé par l'accord historique de la COP28, mais il n'en reste pas moins alarmant. Il met en lumière les conséquences du réchauffement climatique sur la biodiversité dans le monde mais aussi les effets des efforts pour les protéger. La liste rouge, qui permet de mesurer le risque d'extinction de ces dernières, compte désormais 157 190 espèces dont 44 016 menacées d'extinction à l'échelle mondiale. Parmi les modifications apportées, le saumon atlantique – jusqu'alors classé dans la catégorie « préoccupation mineure » – est désormais considéré comme « quasi menacé ». Sa population à l'échelle



Le saumon atlantique est considéré comme « quasi menacé ». / Getty

mondiale a reculé de 23 % entre 2006 et 2020, en raison notamment de la raréfaction de ses proies liée au changement climatique et aux conséquences des activités humaines. Dans la nouvelle liste, les tortues vertes du centre sud et de

l'est de l'océan Pacifique sont respectivement classées « en danger » et « vulnérables », également touchées par les effets du réchauffement climatique ou les captures accidentelles pendant la pêche. Du côté des plantes, le mahogany gran-

des feuilles, aussi connu sous le nom de bois d'acajou – utilisé pour fabriquer des meubles, des éléments décoratifs ou des instruments de musique – passe de « vulnérable » à « en danger ». Sa population en Amérique centrale et latine a diminué d'au moins 60 % ces 180 dernières années, précise l'UICN, conséquence des modes de culture non durables ou de la croissance urbaine et de celle des terres agricoles grignotant les forêts tropicales.

**32 % des oiseaux nicheurs menacés en France**

Deux espèces d'antilopes ont quant à elles vu leur situation s'améliorer à l'occasion de cette mise à jour. Ainsi, l'oryx algazelle est désormais classée « en danger » grâce aux efforts faits pour sa conservation par sa réintroduction au Tchad, à la suite

de son extinction à l'état sauvage vers la fin des années 1990, se réjouit l'UICN, ajoutant toutefois que sa survie « dépend d'une protection continue contre le braconnage ». Les antilopes saïgas, principalement présentes au Kazakhstan, ne sont plus « en danger critique » mais considérées comme « quasi menacées », leur population dans ce pays d'Asie centrale ayant augmenté de 1 100 % entre 2015 et 2022. La liste rouge des espèces menacées établie par l'UICN vient par ailleurs compléter une première étude mondiale réalisée sur l'état des poissons d'eau douce, montrant que 25 % des espèces évaluées courent aujourd'hui un risque d'extinction. En France métropolitaine, selon l'UICN, « 14 % des mammifères, 24 % des reptiles, 23 % des amphibiens et 32 % des oiseaux nicheurs

sont menacés de disparition du territoire. Tout compte fait 19 % des poissons d'eau douce et 28 % des crustacés d'eau douce. Pour la flore, 15 % des espèces d'orchidées sont menacées. » En outre-mer, plus d'un tiers des espèces d'oiseaux de La Réunion sont menacées ou ont déjà disparu. « Parmi la faune menacée de l'île, figurent aussi 14 % des papillons de jour et 23 % des poissons d'eau douce. En Guyane, 13 % des oiseaux et des poissons sont menacés et 16 % des mammifères marins. En Martinique, ce sont par exemple 47 % des reptiles, 28 % des mollusques et 21 % des oiseaux qui sont menacés. Pour la flore, les menaces de disparition concernent 15 % des fougères et des plantes à fleurs de Guadeloupe, 30 % à La Réunion et 43 % à Mayotte. »